



France travail : **Combien de milliers d'emplois ?**

Une chose est certaine, le rapport de Thibault Guilluy indique que, entre les différents pays européens, il y a une différence notable entre le volume de demandeurs d'emploi et le nombre de conseillers : 98 DE/ conseillers en France, 38 DE/ conseillers en Allemagne. A ce titre le rapporteur affirme qu'il faudra des moyens pour accompagner plus intensivement les demandeurs.

Une simple règle d'arithmétique voudrait qu'on multiplie par 2,5 le nombre de conseillers pour nous mettre à niveau de l'Allemagne. **FO** signerait des deux mains cette perspective. Pour autant, le rapport indique qu'il faut consacrer 2,7 milliards sur 3 ans pour créer « France Travail » : en gros 900 millions d'euros par an.

Aujourd'hui la masse salariale des agents de Pôle emploi est de 3,9 milliards d'euros pour 55 000 agents. Dans l'hypothèse où les 900 millions d'euros ne seraient consacrés qu'à l'embauche (mais on sait qu'une partie sera consacrée aux locaux, aux prestations, ...) cela ne représentera au mieux que 12 700 postes.

Ces 12 700 postes qui plus est, seront partagés entre l'ex mission locale, l'ex cap emploi, l'ex conseil départemental, Dans ces conditions il est clair que l'ambition d'accompagner tout le monde ne sera pas atteinte. L'expérimentation RSA, avec des portefeuilles à 50, devrait déjà « consommer » au moins 40 000 collègues avec une population de 2 millions de bénéficiaires. Quant à s'occuper des 7 millions de privés d'emploi il faudrait la bagatelle de 140 000 collègues.

Il est d'ailleurs extrêmement surprenant et peu ambitieux de la part du rapporteur de ne pas avoir chiffré le nombre de renforts qu'il estimerait nécessaire pour mener à bien son projet.